

Nouveau gouvernement : plus ça change et plus c'est la même chose



Mettant un terme à l'insupportable suspense qui tenait les Français en haleine depuis lundi, la présidence de la République a fait connaître la composition du nouveau gouvernement, qui révèle peu de changements.

Six ministres, comptant parmi les plus nocifs de l'ancien gouvernement, sont maintenus à leurs fonctions :

- Reconduit aux affaires étrangères, Laurent Fabius va pouvoir continuer à rendre de plus en plus odieuse l'image de la France au reste du monde, en obéissant au doigt et à l'œil aux instructions de

l'oligarchie euro-atlantiste, en apportant son soutien aux opposants islamistes du régime syrien, en soutenant les néo-nazis ukrainiens du parti Svoboda, et en torpillant les intérêts industriels français, en Iran, en Russie ou ailleurs. Sa tentative d'accaparer le commerce extérieur dans ses responsabilités ministérielles risquerait d'accroître encore son pouvoir de nuisance s'il lui était vraiment donné suite concrètement, ce qui provoquerait alors une guerre de tranchées mémorable entre le Quai d'Orsay et le Quai de Bercy ;

- Reconduit à la Défense, Jean-Yves Le Drian va pouvoir continuer à fricoter avec son homologue estonien qui, sans être désavoué par son gouvernement, commémore les Waffen SS chaque année et les érige en exemple pour la jeunesse estonienne. Pour faire bonne mesure, il va pouvoir lui envoyer d'autres avions Rafale pour menacer la Russie ;
- Reconduite à la décentralisation, Marylise Lebranchu va pouvoir continuer à saper l'unité et l'indivisibilité de la République en mettant en œuvre, sous prétextes mensongers de modernité et de réduction des coûts, la politique de démembrement national promue intentionnellement par l'Union européenne et ses donneurs d'ordre ;
- Reconduite à la culture, Aurélie Filipetti va pouvoir poursuivre le même travail de sape de l'unité nationale que sa collègue Lebranchu, en promouvant la trentaine de langues régionales déjà sélectionnées par le « Comité consultatif pour la promotion des langues régionales et de la pluralité linguistique interne » (CCPPLRPL) ;
- Christiane Taubira va pouvoir continuer à sévir à la Justice, et Marisol Touraine aux Affaires sociales.

Les deux nouvelles entrées au gouvernement relèvent du recyclage politique et affectif :

- Le retour de Ségolène Royal au gouvernement fait penser au film chinois "Épouses et concubines" : par un romanesque retour de faveur, la mère des enfants de François Hollande triomphe enfin de sa rivale Valérie Trierweiler, qui l'avait évincée mais qui est elle-même tombée en disgrâce depuis lors. Renversante innovation, Ségolène Royal redevient ainsi ministre de l'Écologie, après 22 ans d'absence à ce poste, où elle avait surtout marqué les esprits en médiatisant à outrance la naissance à l'hôpital de son quatrième enfant ;
- La nomination de François Rebsamen, ancien numéro deux du PS lorsque François Hollande en était le Premier secrétaire, est une marque d'amitié à un fidèle, qui n'avait jamais pu goûter aux honneurs et émoluments des fonctions ministérielles.

François Hollande, faute de pouvoir diriger la France, va pouvoir prendre un plaisir pervers à arbitrer entre les haines cuites et les rivalités recuites qui opposent déjà ouvertement les membres de son gouvernement.

Sitôt nommé, le nouveau ministre des finances Michel Sapin a fait savoir qu'il était hors de question pour lui de travailler avec le nouveau ministre de l'économie Arnaud Montebourg, pour lequel il semble éprouver une aversion féroce. Lequel Arnaud Montebourg a quant à lui indiqué qu'il ne laisserait pas Laurent Fabius lui chiper le Commerce extérieur.

Cette ambiance de fin de gouvernement est burlesque pour un gouvernement qui commence ; elle annonce des luttes pathétiques autour des os à ronger gouvernementaux. Probablement d'ailleurs n'est-on pas au bout de nos surprises et l'on attend, blasé, les résultats de la curée en cours pour s'arracher les postes de secrétaires d'État qui seront annoncés, dit-on, la semaine prochaine.

Ce nouveau gouvernement fournit néanmoins quelques réelles satisfactions, que l'on aurait tort de ne pas savourer en ces temps d'accablement général :

- a) Le départ de Pierre Moscovici. Après avoir assisté impuissant au naufrage de l'économie française, l'ancien patron de Bercy a fait savoir que ce morne spectacle l'ennuyait et qu'il préférerait piquer la place de Michel Barnier, actuel commissaire européen à Bruxelles, qui sera vacante après

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
les élections européennes. Si le scénario se déroule comme il l'espère, Pierre Moscovici pourra bientôt bénéficier des quelques vingt-trois mille euros de rémunération brute mensuelle sans impôts attachée à ce poste, hors avantages matériels fastueux et allocations diverses ;

- b) Le limogeage de Vincent Peillon. L'ancien ministre de l'éducation n'a pas survécu aux frondes multiples suscitées au sein du corps enseignant et chez les parents d'élèves par ses mesures fumeuses destinées à « *refonder l'École* » ;
- c) Le renvoi de Nicole Bricq. L'ancienne ministre du commerce extérieur, qui représentait le chic à la française en portant chaussettes et godillots et qui jugeait « *dégueulasses* » les dîners d'État servis à l'Élysée, pourra désormais se délecter des repas du commun des mortels ;
- d) L'éviction de Geneviève Fioraso, dont l'activité ministérielle essentielle aura consisté à accélérer la destruction de la langue française dans l'enseignement supérieur et la recherche ;
- e) La disgrâce de Valérie Fourneyron, cette ministre des sports qui expliquait à la télévision à l'occasion des Jeux olympiques que la championne épéiste Laura Flessel était une judokate, et dont l'incompétence et les bourdes cumulées faisaient ricaner tout le monde sportif.

On regrettera cependant la chute de Victorin Lurel, ancien ministre de l'Outre-mer, remercié comme un malpropre probablement pour avoir témoigné de son admiration pour Hugo Chavez lors de ses obsèques.

Enfin, l'Union Populaire Républicaine (UPR) se réjouit du départ des membres de EELV du gouvernement et rappelle à ce propos qu'Emmanuelle Cosse, leur chef de file, milite ouvertement pour la destruction de la République française. Elle a, en effet, déclaré sur le plateau de France 2 en décembre 2013 : « *Le problème, c'est celui de l'État nation [...] Je pense que l'Europe sera d'autant plus intéressante pour tout le monde qu'on arrivera à une dissolution de l'État nation, quelque chose de beaucoup plus intégré. Les écologistes ont toujours été extrêmement clairs là-dessus, moi je crois beaucoup à une Europe fédérale, avec des institutions et un sentiment européen. Il faut aussi arrêter avec ce sentiment national.* »

L'UPR souligne à cet égard qu'EELV est un parti dont le gouvernement doit prononcer la dissolution puisqu'il viole les articles 1er et 4ème de la Constitution. Ces derniers disposent en effet respectivement que « *la France est une République indivisible* » et que les partis politiques « *doivent respecter les principes de la souveraineté nationale* ».

En conclusion, l'UPR estime qu'il n'y a strictement rien à attendre de ce pseudo "nouveau gouvernement", si ce n'est qu'une aggravation du mal qui ronge la France. Dépouillés de l'essentiel de leurs pouvoirs par les traités européens, les similis gouvernements français sont devenus des foires d'empoigne indignes entre des personnalités médiocres, uniquement soucieuses de leur part de soupe, quitte à se rendre coupables du crime de haute trahison.